



CNRS-INSERM
INRIA-IRD-INED
INRETS-INRP

**Pouvoir d'achat en baisse,
précarité et chômage en hausse**

Tous en grève le 29 janvier

Les travailleurs de la recherche publique vivent une situation qui est très proche de celle des salariés du privé : recours de plus en plus massif au travail précaire, déqualification du travail, salaires et carrières bloqués, autoritarisme, instabilité des laboratoires, mise en concurrence des équipes et des personnes, fragilisation des collectifs de travail par les primes individualisées.

Il en résulte un gâchis des compétences, une dégradation des conditions et de l'ambiance au travail pouvant aller très loin pour les personnels les plus fragiles. De plus, le gouvernement prend prétexte de la crise financière et économique pour accentuer la déréglementation et faire peser sur les salariés les conséquences de la crise. Il accroît le transfert des richesses créées par les salariés vers les actionnaires des banques et les entreprises sans contrepartie. C'est autant d'argent qui n'ira pas à la protection sociale, à la santé, aux retraites, aux services publics, à la recherche publique ou à l'université. Dans ce contexte, les intérimaires du privé sont les premiers virés et les précaires des organismes de recherche et des universités sont sur un siège éjectable.

La politique du gouvernement de privatisation des services publics et de déréglementation doit être stoppée.

**Lutter c'est refuser le désastre programmé, le recul social généralisé.
Il n'y a pas d'autre alternative.**

Le SNTRS-CGT développe l'action depuis des années contre les coups qui frappent la recherche publique : baisse du budget et des emplois, création de l'ANR, et de l'AERES, découpage en instituts et volonté de dilution des laboratoires dans les universités via la LRU.

Le SNTRS-CGT, appelle les personnels à se réunir en Assemblées Générales pour construire un mouvement de grève sur tous les lieux de travail et à participer aux manifestations qui auront lieu dans toutes les régions le 29 janvier 2009.

Pour tous

- L'augmentation immédiate de 200 € à valoir sur une revalorisation des salaires et des retraites, fixation du minimum de retraite au niveau du SMIC
- L'arrêt des licenciements dans le privé et des suppressions de postes dans le public

Pour la recherche et l'enseignement supérieur

- La création de postes de titulaires et un plan de titularisation des précaires
- Le reclassement des ITA sous-classés et l'amélioration des carrières de toutes les catégories
- Un vrai statut de salarié pour les doctorants
- Un recrutement jeune pour toutes les catégories
- L'abandon de la LRU, la suppression de l'AERES et de l'ANR
- L'arrêt du démantèlement des organismes de recherche
- Un fonctionnement démocratique des laboratoires, des services et des instances

Pour parler plus fort que les patrons et les banquiers, un seul moyen : l'action

Pour la région parisienne :

Départ collectif Enseignement Supérieur Recherche de Jussieu à 14h pour rejoindre la Bastille